

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2153

Artikel: Pressions sur la Finma : la surveillance des marchés financiers doit conserver sa crédibilité
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014257>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pressions sur la Finma

La surveillance des marchés financiers doit conserver sa crédibilité

Jean-Daniel Delley - 09 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/30974>

L'Autorité de surveillance des marchés financiers (Finma) a pour mission de protéger les créanciers, les investisseurs et les assurés contre les risques d'insolvabilité des banques, des assurances et d'autres intermédiaires financiers. Pour ce faire, elle exerce une surveillance dite prudentielle: elle veille à ce que les acteurs des marchés financiers respectent les différentes lois auxquelles ils sont assujettis.

La loi qui régit la Finma stipule que cette activité contribue «à améliorer la réputation et la compétitivité de la place financière suisse». Cette formulation ne satisfait apparemment pas une partie du secteur bancaire. Le conseiller national Christian Lüscher (PLR/GE) interpelle le Conseil fédéral en juin 2012: il veut que la Finma puisse agir plus directement en faveur de la compétitivité de la place financière helvétique. Le gouvernement n'estime pas nécessaire une modification des bases légales. Le député genevois revient alors à la charge avec une initiative parlementaire visant à modifier la législation: la promotion de la compétitivité doit devenir un objectif à part entière et non plus un dérivé de l'activité de surveillance de la Finma.

Mais en quoi consiste cette surveillance? La Finma s'assure notamment de la

capitalisation suffisante des banques et des sociétés d'assurance, du respect par les établissements financiers des lois auxquelles ils sont assujettis. Elle veille à ce que soient mis en place des plans d'urgence et des stratégies d'assainissement en cas de difficultés. Bref, toutes ces actions concourent à la protection des clients des marchés financiers. Exercées de manière crédible, elles créent la confiance indispensable au bon fonctionnement de ces marchés.

La promotion de la compétitivité doit-elle conduire à assouplir les exigences de la Finma? C'est ce que laisse entendre Christian Lüscher qui cite Singapour, Hong Kong et le Luxembourg, des concurrents beaucoup plus agressifs avec lesquels nous devons pouvoir nous mesurer avec succès. Son initiative ne passe pas la rampe du Conseil national qui la rejette en décembre 2015, malgré l'appui unanime des députés de l'UDC, fidèles à leur credo ultralibéral et peu soucieux en la matière de leur obsession sécuritaire, et d'un tiers de la députation libérale-radicale.

La Finma serait-elle néanmoins devenue plus accommodante depuis lors? Une interview du professeur Henry Peter pourrait le laisser croire. Ce

spécialiste du droit des sociétés, avocat et administrateur dans le secteur bancaire et des assurances, croit observer un changement d'état d'esprit, un engagement à mieux soutenir la compétitivité. Or, la lecture comparée des axes stratégiques de la Finma pour les périodes 2013-2016 et 2017-2020 ne révèle aucune différence: tous deux font référence de manière quasi identique à la compétitivité, qui reste un objectif secondaire et dérivé.

En réalité le professeur Peter rêve. Il rêve d'une surveillance allégée et, comme il l'exprimait lors d'une conférence début octobre dernier, «*de davantage de confiance et de moins de défiance*». La revendication prend toute sa saveur quand on sait que Henry Peter préside le conseil d'administration d'une banque luganaise spécialisée dans la gestion de fortune (PBK), actuellement sous enquête de la Finma. Jusqu'à présent les médias ont fait preuve d'une grande discréetion sur cette affaire, à l'exception de la TV alémanique et du site Infosperber.

On se souvient du scandale Petrobras, l'entreprise pétrolière brésilienne dont de nombreux cadres ont accepté des pots-de-vin et sont déjà sous les verrous. La piste des opérations financières liées à

cette vaste affaire de corruption passe notamment par la Suisse et le Ministère public fédéral a déjà bloqué 800 millions de dollars. PBK est l'une des banques impliquées: les corrupteurs comme les corrompus brésiliens y ont ouvert des comptes, la banque tessinoise n'étant qu'un maillon dans un réseau complexe de sociétés offshore. Or, il

apparaît que PBK a attendu le dernier moment pour faire part de ses soupçons au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent, soit après l'arrestation des personnes concernées ou bien après que les médias brésiliens aient enquêté et dénoncé la corruption régnant à Petrobras.

Davantage de confiance, préconise Henry Peter. La confiance n'exclut pas le contrôle, affirmait Lénine. Un contrôle d'autant plus justifié que les manquements du secteur bancaire helvétique restent encore trop fréquents. Un contrôle indispensable à la réputation et donc à la compétitivité durable de la place financière.

Les universités suisses sont les plus internationales

Les petits pays doivent privilégier l'ouverture... et l'anglais

Jacques Guyaz - 08 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/30968>

On le sait, les universités suisses figurent toujours en très bonne place dans les classements internationaux sérieux. A vrai dire, elles ne peuvent pas faire mieux, puisque dans la liste des hautes écoles les «*plus internationales*» établie par le *Times Higher Education*, dont la méthodologie est transparente et publique, l'ETH de Zurich et l'EPF de Lausanne occupent les deux premières places devant les universités de Hong Kong et de Singapour.

Les données prises en compte comportent la proportion d'étudiants étrangers, la part de chercheurs et d'enseignants venant d'autres pays, la proportion de signatures d'autres nationalités dans les publications et, de manière plus subjective, la «*réputation internationale*» de l'institution établie par un questionnaire

envoyé à toutes les hautes écoles prises en compte.

Ce résultat n'a pas de quoi réellement surprendre. Les petits pays sont inévitablement plus ouverts que les grands. Ils sont obligés de chercher à l'extérieur les compétences qu'ils ne peuvent trouver sur place; on voit d'ailleurs dans ce classement un certain nombre d'universités danoises, belges ou néerlandaises. Ajoutons que la Suisse a une vieille tradition d'excellence pédagogique et dispose de ressources que nous jugeons de l'intérieur toujours insuffisantes, mais que bien des nations ne peuvent qu'envier.

Les places suivantes sont occupées par une kyrielle d'institutions universitaires de pays anglo-saxons, Canada, Australie, Royaume-Uni, quelques-unes d'Amérique aussi. Mais l'effet de la taille

des Etats-Unis fait apparaître leurs universités les plus prestigieuses comme Harvard ou Stanford relativement moins internationales. L'Université (cantonale) de Zurich figure au 15e rang.

Mais l'intérêt de cette étude ne réside pas tant dans le classement lui-même que dans les commentaires qui l'accompagnent. Les auteurs de cette liste soulignent que la première université non anglophone est l'Ecole polytechnique de Paris, au 16e rang... Les trois institutions helvétiques qui précèdent sont assimilées à la sphère anglo-saxonne, même si l'étude souligne que tout ne s'y fait pas forcément dans la langue de Newton. Ce constat confirme simplement un fait évident: l'anglais est la *lingua franca* du monde scientifique sans doute pour longtemps, et les